

Clinton, le caméléon

Un nouveau Kennedy ou un deuxième Carter ?

Alain Frachon
du journal Le Monde

Le candidat Bill Clinton s'est révélé être un animal politique très complexe: encaissant tous les coups, brillant dans la répartie, inlassable avocat du changement, rusé, parfois fuyant. Le président Bill Clinton sera sans doute un peu tout cela à la fois. Les premières comparaisons avec ses prédécesseurs démocrates à la Maison Blanche ne dévoilent qu'une petite partie du personnage. «Le nouveau Kennedy», disent certains, «un deuxième Carter», avancent d'autres, qui évoquent encore un politicien aussi rusé que Lyndon Johnson.

À vrai dire, M. Clinton, hormis l'âge (46 ans) et l'appel au changement, ne ressemble en rien au mytique J.F.K. Entre le gouverneur de l'Arkansas — un des plus petits et des plus pauvres parmi les États de l'Union et le riche sénateur du Massachusetts qui s'empara de la Maison Blanche au début des années 60, les différences ne sont pas seulement économiques, sociales ou familiales. Elles sont culturelles, aussi vastes que le territoire séparant la très provinciale Little-Rock de l'élitiste Boston — un monde.

Avec Jimmy Carter, Bill Clinton a en commun l'origine sudiste, le fait d'avoir été un gouverneur totalement inconnu du public avant de se lancer dans la course à la présidence et, plus encore, l'appartenance à l'Eglise baptiste: Croyant et pratiquant (et pas seulement depuis sa campagne présidentielle). Bill Clinton a volontiers des accents «cartériens»: «Je prie pratiquement tous les jours, en général la nuit, confie-t-il, et je lis la Bible au moins une fois par semaine».

Mais Jimmy Carter avait un côté rigoriste, prêcheur, étranger au «baby-boomer» Bill Clinton, venu à la politique à l'époque de Woodstock. Le premier incarnait un besoin d'ordre moral après la tourmente du Watergate: le second a encore un peu l'air de sortir d'un concert rock. De Lyndon Johnson, autre sudiste, il a le physique, costaud, imposant, et la réputation d'avoir été, localement, un politicien accompli.

Une famille démocrate

Ces touches comparatives sont loin, très loin de cerner le mélange curieux qui fait le charme et le mys-

tère de ce 42e président des États-Unis. La plupart de ses compatriotes ignoraient son nom il y a un an. La campagne a révélé un hybride: un technocrate qui peut être populiste, un idéaliste qui sait être pragmatique, un homme chez qui alternent élans de sincérité et propos prudents de politicien roublard. Le visage est tout en rondeurs, l'oeil est volontiers rigolard, bon vivant, mais le port de tête est un tantinet autoritaire, décidé. Sur l'échiquier politique, il occupe définitivement le centre, et même le centre-droit par rapport à des prédécesseurs démocrates ou à ses «amis» au Congrès.

Bill Clinton vient d'une famille démocrate: son grand-père était un inconditionnel de Franklin Roosevelt. Mais si l'étudiant Clinton a pu avoir des sympathies pour la gauche du parti (quand il faisait campagne avec George McGovern, en 1972), le gouverneur Clinton a gouverné au centre à Little-Rock. Et le candidat Clinton a bâti sa carrière «nationale» en cultivant l'aile la plus modérée de sa formation. Il a plus d'amis d'hommes d'affaires que syndicalistes. Il vient sur la scène nationale au milieu des années 80 en fondant, avec d'autres sudistes, le Conseil pour une direction démocratique, un groupe de pression bien décidé à bousculer et l'appareil et l'orthodoxie démocrates.

L'échec de Jimmy Carter, battu par Ronald Reagan en 1980, et la force de la révolution «conservatrice» sont passés par là. Bill Clinton et ses amis ont perçu les limites de l'Etat-providence ancienne manière; celui que prônaient traditionnellement les démocrates des transferts de richesses par l'impôt aux programmes sociaux pour les minorités; celui, aussi, des machines politiques municipales et des groupes d'intérêts washingtoniens. Ils veulent recentrer un parti vieilli, devenu une coalition de minoritaires (syndiqués, Noirs, Hispaniques, pauvres); ils veulent redevenir le parti de la classe moyenne blanche, celle qui fait les majorités présidentielles.

Avec Bill Clinton, le ton anti-business n'es plus de mise. Il est l'élé de la classe moyenne et la préoccupation principale de la classe moyenne des années 90 n'est plus, plus du tout la redistribution des richesses par l'impôt ou les transferts de richesses, comme on disait au début des années 60; c'est, d'abord et avant tout, l'emploi et la croissance. Économiquement, Bill Clinton ne

se définit pas comme un social-démocrate européen: il fait davantage confiance au marché. Il dit, simplement, «je suis pour la croissance» et ajoute: «J'ai toujours pensé que nous n'existerions, plus en tant que parti national tant que nous ne deviendrions pas un parti perçu comme pro-croissance et pro-environnement, pour les droits civiques mais durs dans la lutte contre la criminalité, pro-business autant que pro-syndicat».

Soutien de l'industrie

Bill Clinton a reçu le soutien d'une bonne partie du monde de l'industrie et de la finance. En approuvant le traité ALENA, sur la création d'une zone de libre-échange avec le Canada et le Mexique, il a heurté de front la centrale syndicale AFL-CIO. Le recentrage est aussi sensible au chapitre «société».

S'il entend lutter contre les discriminations dont sont victimes les minorités (ethniques et sexuelles, notamment), il n'a jamais cultivé leurs représentants au sein de la gauche du parti. Il a toujours pris ses distances à l'égard du pasteur noir Jesse Jackson, dont il soupçonne, sans doute avec raison, qu'il n'est pas aussi représentatif qu'il veut bien le dire d'une com-

munauté qui appartient largement à la classe moyenne.

M. Clinton est pour la liberté de choix en matière d'avortement et résolument pour la peine de mort. M. Clinton veut amputer le gouvernement fédéral de 100 000 fonctionnaires mais mettre 100 000 policiers de plus dans les rues des grandes villes.

Voir page B-2: Clinton



PHOTO ARCHIVES

Gore, l'écologiste tempéré

Alain Frachon
du journal Le Monde

Sacha Guitry, lui-même fils d'un acteur célèbre, disait: «...Il est difficile de se faire un prénom!» Albert Gore, fils d'un homme politique fort connu, a eu les mêmes difficultés. Plus grandes, peut-être, parce qu'il portait le même prénom que son père, sénateur démocrate du Tennessee, qui domina la scène politique de cet État pendant plus de 30 ans.

Mais, élu en 1976 à la même fonction, il cesse d'être appelé «Albert Gore Junior», en se dégageant de l'image de son père, démocrate libéral (de gauche), et disciple de Franklin Roosevelt.

Pendant ses jeunes années, le jeune Al Gore vit avec ses parents dans un hôtel réputé de Washington, fréquenté par de nombreux politiciens. À l'école épiscopale Saint-Albans, il est premier de la classe, brillant dans toutes les disciplines.

Mais il prend soin, chaque été, de revenir à la ferme familiale de la bourgade de Carthage, à environ 50 kilomètres de Nashville (Tennessee), pour travailler dans les champs avec les ouvriers agricoles.

Le «milieu de la route»

À l'Université de Harvard, de 1965 à 1969, il fait preuve de prudence et de modération. Certes, il participe aux manifestations contre la guerre du Vietnam et aide le libéral Eugène McCarthy, candidat malheureux à l'élection présidentielle de 1968. Mais les violences du Mouvement de la paix le détournent d'une action plus vigoureuse. En 1969, malgré ses convictions politiques, il s'engage dans l'armée pour aller au Vietnam. Il voulait sans doute ne pas gêner son père, alors soumis à réélection, qui menait une bataille difficile contre un adversaire qui mettait en cause son patriotisme.

Il passe six mois au Vietnam, comme journaliste, mais Al Gore se-

nior perd tout de même son siège. Ce qui renforça chez son fils une tendance à récuser les extrêmes pour tenir «le milieu de la route». Néanmoins, il surprend ses amis politiques lorsque, avec une poignée de sénateurs démocrates, il approuve l'intervention militaire dans le Golfe. «Ce geste fut pour moi une décision atroce», déclara-t-il.

Mais cette attitude est un atout pour le «ticket» démocrate. Il compensait en cela les positions ambiguës de M. Bill Clinton. D'autre part, la rectitude de sa vie privée le sert auprès de certains secteurs de l'électorat, rassurés par ce jeune quadragénaire (44 ans) studieux et sérieux, menant une vie rangée de père de famille, détendu et cependant facétieux.

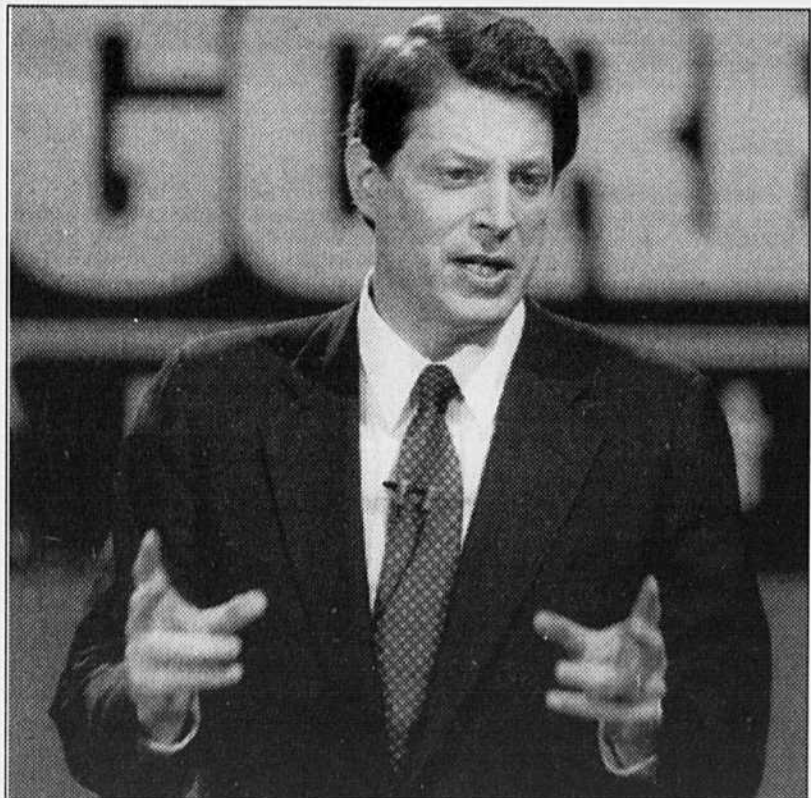
Double personnalité

«Un livre vous donne une chance de montrer au public ce qu'on est vraiment...», mais ce commentaire d'Al Gore sur son ouvrage, *Earth on balance*, est peu révélateur. La ba-

taille électorale l'a obligé à sortir de lui-même, à se laisser aller à exprimer ses émotions. Al Gore a admis qu'il s'intéressait essentiellement à des problèmes tels que celui de la défense de l'environnement. Cet introverti a écrit: «J'ai dû regarder en moi et faire face à des questions difficiles, par exemple sur ce que je cherche vraiment dans ma vie, et pour quoi...». Quelle que soit cette introspection, la campagne a mis en évidence sa double personnalité.

L'intransigeant, croisé de l'écologie, a dû composer avec les réalités politiques. Ainsi on pouvait un jour le voir gesticuler sur l'estrade, crier de sa voix forte des slogans parfois démagogiques mais nécessaires au succès de sa candidature. Le lendemain, il renonçait à l'éloquence du tribun et prenait ses distances, bref, paraissait manquer de conviction. Ce détachement apparent a contribué à son échec en 1988 à l'élection «primaire» de New York.

Il se retira alors de la course à la présidence...



Al Gore: un intransigeant... qui a su composer avec la réalité politique.

CAHIER
SPÉCIAL

ENSEIGNEMENT PRIVÉ

RÉSERVATIONS PUBLICITAIRES (514) 842-9645

Date de tombée: le 6 novembre 1992

PARUTION
le 14 novembre
DANS
LE DEVOIR

Au Québec, le secteur privé de l'enseignement n'a cessé de progresser au fil des années et son financement n'est pas encore résolu. Le Cahier spécial du Devoir publié le 14 novembre sur l'école privée abordera plusieurs aspects de cet important volet de l'éducation.

- Pourquoi le projet de loi 141 sur le financement des institutions privées a-t-il échoué? • L'école privée: sa présence et son accessibilité. • La qualité du français et des mathématiques au privé. • Comment se fait l'arrimage des programmes entre privé et public? • Les écoles clandestines se multiplient.
- L'école privée pour les handicapés mentaux. • L'école privée pour les décrocheurs et les doués. • Pourquoi tant de regroupements d'institutions? • Une solide tradition d'enseignements technique et professionnel privé au Québec. • La rivalité toujours vivante entre public et privé.

CULTURE ET SOCIÉTÉ

Le budget culturel de Montréal en danger

Paule des Rivières

LE BUDGET que la Ville de Montréal consacre à la culture pourrait diminuer cette année, à la suite de l'abolition de la taxe d'amusement de 10 %.

C'est ce qu'a indiqué cette semaine le maire de Montréal, M. Jean Doré, en rappelant que les subventions que le gouvernement du Québec a envoyées à la Ville pour compenser l'abolition de la taxe d'amusement sont bien en deça de ce que la taxe rapportait à la Ville.

Le gouvernement a sonné le glas de la taxe d'amusement de 10 % sur les spectacles au moment de l'entrée en vigueur de sa propre taxe provinciale de 4 %, le premier juillet.

Le gouvernement enverra 7,6 millions \$ à la Ville de Montréal, soit beaucoup moins que les 16 millions \$ que les autorités municipales récoltaient, bon an mal, grâce à la taxe d'amusement, par ailleurs honnie des producteurs et des artistes parce qu'elle faisait grimper dangereusement le prix du billet de spectacle.

S'il prévient que le budget de la culture — en tout 62 millions \$ sur un budget de 1,8 milliard \$ — pourrait écoper, M. Doré reste vague et renvoie les inquiets au grand soir du budget, à la fin de novembre.

MUSIQUE ACTUELLE



Amy Denio

Tricoté serré

Guylaine Maroist

Collaboration spéciale

ON NE BADINE PAS avec U2. Le quatuor irlandais portant l'emblème du christianisme couleur rock'n'roll est fort susceptible. C'est ce que Negativland, groupe californien de radio-art, a durement constaté en échantillonnant la pièce *I Still Haven't Found What I'm Looking For* dans le but de faire une critique de l'industrie culturelle.

La machine U2 — Island Records et l'éditeur Warner-Chappell Music — a répliqué haut et fort. Deux semaines après la parution de l'album simple intitulé *U2, la Cour* a émis une injonction pour retirer les 6791 copies du marché, on a poursuivi le groupe pour violation de droits d'auteur, exigé dommages punitifs, excuses publiques et destruction des matrices. Une aventure de 70 000 \$ pour Negativland, plus d'argent que le groupe alternatif a touché en 12 années d'existence. David contre Goliath, pour reprendre une image chrétienne, sauf que dans la vraie vie, Goliath a évidemment le dernier mot.

« Nous n'avons aucun moyen de nous battre, confie Mark Hosler. On a supprimé une de nos meilleures oeuvres. C'est très ironique, puisqu'elle critique l'hégémonie de la culture » incorporée ! »

Il est aujourd'hui impossible de se procurer l'album du groupe mult média, que les revues Spin et Art Forum ont retenu comme une des 10 meilleures productions de l'année 91. Par ailleurs, point de censure sur la scène des Foufounes Électriques vendredi soir. Le club new-yorkais Knitting Factory célèbre son cinquième anniversaire et promène dans 19 villes nord-américaines quelques bons coursiers de son écurie. La manufacture de musique d'avant-garde présente la multi-instrumentiste Amy Denio et le duo de jazz d'avant-garde de Roy Nathanson et Anthony Coleman, en plus des cinq larsons de Negativland.

Amy Denio nous avait rendu visite avec son groupe Tone-Dogs lors du Festival Montréal Musique Actuelles, il y a deux ans. L'artiste de Seat-

tle propose un cocktail pop-rock d'avant-garde qui n'est pas sans rappeler celui de Laurie Anderson. La multi-instrumentiste nous interprète les titres de son premier album, *Birthing Chair Blues*. Sur cette auto-production, Denio chante, manipule sans peine saxophones, basses avec et sans frettes, guitare électrique et boîte à rythme, en plus d'agencer les rimes avec humour et malice. Une artiste complète quoi.

Roy Nathanson et Anthony Coleman viennent de graver un album sur l'étiquette Knitting Factory, intitulé *The Coming Great Millennium*. Le duo de saxophone et piano tente l'étonnante synthèse du jazz et de la musique klemzer, effusion de la diaspora juive de l'Europe de l'est. On connaît Nathanson pour son travail au sein des Jazz Passengers et des Lounge Lizards, tandis que Coleman a collaboré avec John Zorn, Elliott Sharp et le guitariste Marc Ribot. Les deux musiciens réverent d'une façon peu commune Monk, La Monte Young, Ellington et Mingus.

Difficile de trouver un dénominateur commun aux artistes de la Boîte de Soho. Knitting Factory, c'est un club, une étiquette et aussi un éclatisme musical des plus sincères. Véritable mecque de la musique nouvelle à New-York, le petit bar-res-taurant de la rue Houston favorise le chevauchement des styles et des niveaux, faisant éclater les barrières entre classique, jazz, rock et musiques du monde. Il est le refuge des musiciens inclassables alors que la scène musicale new-yorkaise du début des années 80 s'épuise, dominée par les performances dans les lofts de Soho fermés au public. Knitting Factory donne une tribune aux improvisateurs free, à la nouvelle génération de funk et de jazz pas assez connue pour pénétrer au Blue Note, au Village Vanguard ou au Sweet Basil. John Zorn, Elliott Sharp, Wayne Horvitz, They Might Be Giants, Geri Allen, Steve Coleman, Cassandra Wilson y logent.

Leur dénominateur commun ? Ils tricotent tous des mailles faisant avancer le langage qu'ils ont épousé.

Vendredi, 6 novembre, aux Foufounes Électriques.

DANSE

Quand vient la fin

Chorégraphie et interprétation de Suzanne Lantagne avec une création musicale de Silvy Grenier. *Les oeufs rient noirs*. Chorégraphie de Manon Oligny. Interprétation de Marie-Claude Poulin et Frédéric Tessier. Deux spectacles présentés en un programme double à l'Espace Tangente, du 5 au 8 novembre 1992.

Valérie Lehmann

L'ESPACE TANGENTE constitue pour la danse nouvelle le lieu de toutes les surprises. Avec la série Émergence, dont le nom suffit pour évoquer les genres d'aventures qui attendent les spectateurs dans la petite salle de l'Agora, vont et viennent en réalité des créateurs en mouvement de tous âges, de tous styles, de toutes provenances. Certains se sont choisis cette place par timidité, d'autres par désir d'intimité, d'autres encore par hasard ou par contraintes.

Suzanne Lantagne a décidé de programmer sa nouvelle pièce à Tangente par hasard et aussi parce qu'elle avait « envie de montrer son matériel original intime, de produire une ébauche », parce qu'elle avait besoin de s'exposer au public en toute confiance. Suzanne a déjà accompli un long chemin dans le théâtre, le mime, la mise en scène, et la danse. Son parcours professionnel débute en 1981, lorsqu'elle entre dans la troupe de mime-théâtre Omnibus. En 1985, elle co-fonde la compagnie de théâtre Le Pool pour s'essayer à la conception et à la mise en scène. On lui doit quelques fameuses créations d'auteur comme *Le festin chez la comtesse Fritouille*, *Rue des Violettes*, ou *La Bouche du ciel*. Son travail intègre toujours musique, danse et théâtre. Dernièrement, Suzanne Lantagne s'est tournée davantage vers la conception et l'interprétation. Cet hiver nous montrera tout de même une de ses mises en scène, avec, en février 1993, la création de *Measure for measure* par la compagnie 1774.

En attendant, sur la scène de Tangente, elle nous propose *Quand vient la fin*. « Il s'agit de trois histoires d'amour racontées. L'une est plutôt poétique, l'autre très réaliste, la troisième plus fantastique. Elles sont théâtralement entremêlées pour donner une ambiance spécifique », explique Suzanne. Le travail gestuel



Les oeufs rient noir, une oeuvre chorégraphique de Manon Oligny, avec Frédéric Teyssier et Marie-Claude Poulin.

est composé différemment selon les histoires : « Le mouvement traduit par l'émotion ce que les mots ne peuvent pas exprimer. La danse se situe davantage entre les histoires, elle joue le rôle d'interprète, elle offre une façon différente de voir les personnages. Mais la mise en scène comprend aussi la conception musicale. Silvy Grenier utilise sur scène piano, chant, accordéon, cloche et limonaire, de manière audacieuse et originale. Ce sont le mouvement et la musique qui donnent, ensemble, l'unité du spectacle. » Pour créer *Quand vient la fin*, Suzanne Lantagne s'est inspirée d'un recueil de nouvelles qu'elle a rédigées. « Les histoires d'amour choisies dans le livre, qui appartiennent en partie au monde du souvenir, se prêtaient à l'adaptation », dit-elle simplement.

Manon Oligny, elle, participe à la série Émergences avec *Les oeufs rient noirs* au titre de jeune choré-

graphe, en phase terminale d'apprentissage, élue par Dena Davida pour présenter son travail. Elle n'a pas 25 ans, achève son baccalauréat en danse, après avoir circulé dans le secteur cinéma-littérature (!). Mais la créatrice en herbe s'est déjà donnée une démarche artistique personnelle et professionnelle. Noir sur blanc, Manon Oligny analyse sa recherche : emploi de la narration, utilisation volontaire d'effets kitsch, pas de hiérarchisation des éléments scéniques, gestuelle minimaliste à partir d'improvisation, emploi de poses, choix des références symboliques, importance de l'engagement personnel. Son texte, saisissant de détails, constitue une très belle démonstration de la capacité de certains étudiants en danse à conceptualiser leur chorégraphie. Manon explique son passage à l'acte de danse avec beaucoup moins de concision et plus d'hésitations : « J'ai eu besoin de définir

l'univers de Barbie et Kent, les personnages au centre de ma pièce, puis je me suis documentée sur le kitsch, le caricatural... après, j'ai utilisé une banque de mouvements (!), que j'ai travaillée en improvisation, par bloc puis par assemblage de blocs. » Le thème des *Oeufs rient noirs* a déjà été exploité maintes fois, puisqu'il s'agit l'histoire banale d'un couple ordinaire qui aura des enfants, traitée sur le mode ironique en référence à Barbie et Kent. Le sujet semble un peu dépassé en 1992. Cela n'effraie ni ne questionne Manon Oligny : « Je sens proche de nous encore le monde de Barbie et Kent. La mode, les stéréotypes féminins et masculins en sont des illustrations actuelles... »

En regardant une programmation-type des soirées Émergence, on se dit qu'elles constituent de vraies occasions de rencontre pour les chorégraphes... entre eux !

ROCK

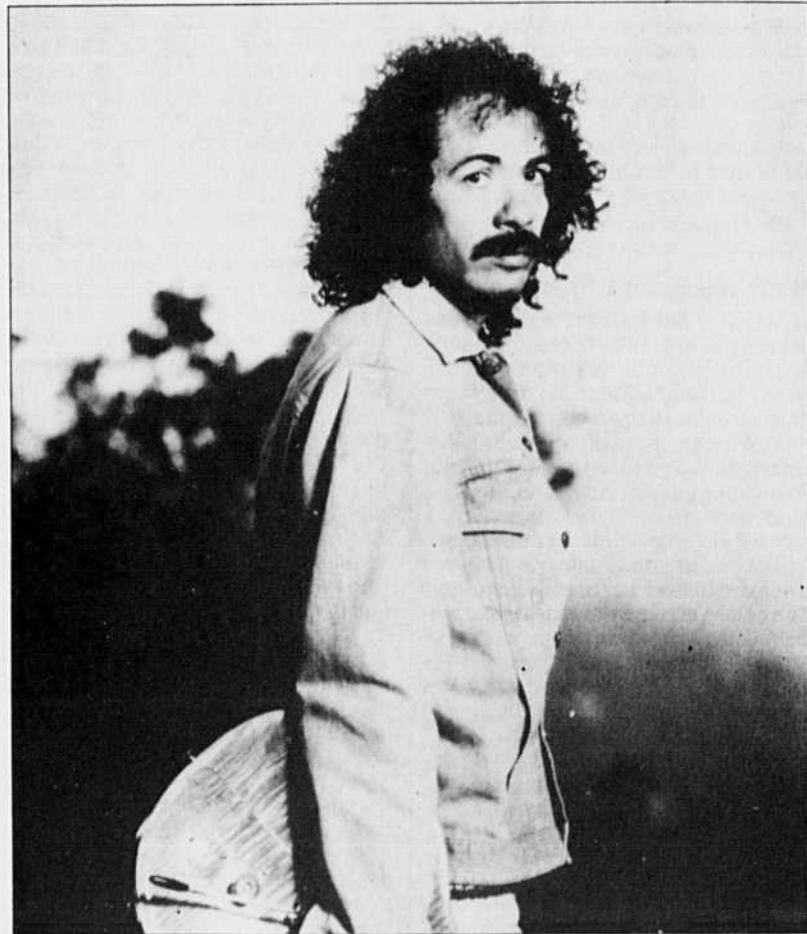
Santana prévisible mais séduisant

Sylvain Cormier

SANTANA AU FORUM. Une fois de plus. Depuis la fin des années 60 que ça dure, que le bon Carlos se pointe en ville à intervalles réguliers avec son Ibanez couleur miel — qui a remplacé depuis déjà bien longtemps déjà la Gibson SG rouge — son barrage de percussions afro-latines, sa B-3, ô indispensable orgue Hammond, son chanteur interchangeable, sa basse indéfectible. Bientôt un quart de siècle qu'il nous transmet, avec une conviction jamais érodée, ses messages de paix, d'amour, et de justice.

Tout près d'un quart de siècle, pensez donc, qu'il nous rejoue *Oye Como Va*, sa fusion latino-rock de la salsa de Tito Puente — tellement associée à Santana que lorsque Puente l'a jouée cet été au Parc des Îles, je croyais qu'il adaptait du Santana en salsa — qu'il se retape *Jingo*, qu'il séduit inlassablement la *Black Magic Woman* de Fleetwood Mac. Vingt et quelques années que le spectacle de Santana est exactement ce qu'il doit être : à la fois parfaitement prévisible et absolument pertinent.

S'il s'étaient encore 6000 au rendez-vous mercredi soir, c'est pour ça. Au contraire des Moody Blues, qui ont été rétrogradés du Forum au Métropolis parce que les baby-boomers sont de moins en moins sorteux, et dont le spectacle de ce soir ne devrait pas offrir, sauf surprise, grand-chose d'autre que les rappels d'un passé glorieux (*Tuesday Afternoon*, *Nights In White Satin*, etc.), le caractère prévisible d'un spectacle de Santana ne tient pas à la réédition d'un plaisir d'antan, mais essentiellement à une signature musicale, immédiatement identifiable, qui constitue la base, l'empreinte même de Santana :



Carlos Santana

le son de la guitare de Carlos et les percussions. C'est familier, attendu, acquis. Au delà, c'est l'aventure. L'inconnu. Le territoire d'élection du musicien.

D'où la pertinence. Carlos Santana, sans jamais dénaturer son style, son approche mélodique, son jeu sensuel, son toucher mordant, est un musicien au sens plein, qui cherche, expérimente, évolue, travaille à son art. Mercredi soir, c'était flagrant : il n'a jamais aussi bien joué. Sur la toute récente *Somewhere In Heaven* de l'album *Milagro*, il était plus qu'inspiré. Habité serait plus juste. Et l'on pourra probablement en dire autant — si c'est un bon soir

de montage à proprement parler. Et comme dans tous les vidéos de famille dignes de ce nom, celui des Boileau contient son lot de cadres de porte. À l'heure de la perfection cinématographique et de la domination du montage, le défi n'était pas gagné d'avance. Le réalisateur, Claude Maher, surmonte ces écueils potentiels.

Les comédiens ne pouvaient pas se présenter sur le plateau juste à temps pour leur scène et quitter sitôt leur prestation terminée. Ils devaient arriver au début du tournage et quitter à la fin. La chimie entre les personnages y gagne, c'est certain et Maher nous offre une heure d'émotion intense.

Nathalie Gascon joue Jacqueline, la sœur un peu énervée et très désillusionnée vis-à-vis de son mari, Claude, qui n'arrive pas à obtenir la promotion convoitée. Il est incarné

— la prochaine fois. De visite en visite, il gagne en dextérité, en finesse, en imagination, en charge émotionnelle. Et parce qu'il progresse, parce que sa musique est constamment nourrie par les autres musiciens et par d'autres musiques (le jazz, les rythmes africains, le reggae), son plaisir de jouer augmente. Tellement qu'il en oublie quelquefois le public.

Santana, en effet, se laisse prendre par ce qui se passe sur scène, et les solos s'éternisent en *jams* pendant lesquels les musiciens jouissent et les spectateurs, par moments jubilent, et à d'autres s'ennuient. Par définition, tout *jam* a des sommets et des creux, c'est le prix à payer pour la spontanéité, mais la base percussive du son Santana accentue la relative monotonie des séquences instrumentales, surtout lorsque l'acoustique est plutôt moyenne, comme c'était le cas mercredi, et que la guitare de Carlos se perd dans l'embrouillamini.

Mais entendons-nous bien. La liberté de manoeuvre de ces *jams* donnait surtout lieu à des moments d'incroyable intensité et d'extrême musicalité qui ont soulevé une foule nettement plus ravie que distraite. Les échanges entre le claviériste Chester Thompson, le percussionniste Karl Perazzo et Carlos, surtout pendant la très chaleureuse reprise de *Why Can't We Live Together* de Timmy Thomas, élevent le débat à un niveau rarement atteint. Lorsque la bande reggae Third World, qui officiait en première partie, a augmenté Santana pour un formidable medley Bob Marley, d'*Exodus* à *Get Up, Stand Up*, exhortant la foule à scander les appels de Marley au respect des droits de l'homme, Carlos était à la fois un musicien comblé et un homme heureux. Pour durer, l'un ne va pas sans l'autre.

Un implacable portrait vidéo

Paule des Rivières

LES BOILEAU, de Rosemont, organisent un party de famille pour célébrer le mariage de leur fils Alain, qui est à Vancouver. C'est tout trouvé : ils vont filmer la fête sur vidéo et envoyer le tout de l'autre côté des Rocheuses. Un ancien camarade du nouveau marié, Pierre, donnera la parole à ma tante Dodo, Jacqueline la sœurlette, maman, papa... « Chu tu correct-là ? » Marc, le frère d'Alain part le bal. Puis c'est papa et maman, ou plutôt papa, qui tient le crachoir. Il passe rapidement sur les vœux d'usage pour rappeler à fiston qu'il devrait revenir au Québec, s'occuper de la boucherie familiale. Le déspectateur a déjà une vague idée des raisons de l'éloignement d'Alain.

Mais vous n'avez rien vu encore.

Car derrière sa caméra vidéo, Pierre ne filme pas seulement les accolades et les toasts mais aussi les confidences hargneuses dans la cuisine, à l'insu des intéressés. La première heure du party n'est pas encore achevée les rancœurs familiales s'étaient en long et en large.

Ce *Portrait vidéo* sera présenté dimanche à 20 h30 à la télévision de Radio-Canada. Initialement conçue pour la télévision britannique, en 1984, la dramatique est bien traduite et bien adaptée (grâce à Simon Fortin). Mais l'originalité réside aussi bien dans la forme que dans le contenu puisque nous suivons une histoire filmée avec une caméra vidéo d'amateur.

Il n'y a presque pas de coupure entre les scènes, qui durent entre trois et 11 minutes chacune. En tout 20 plans séquences. Il n'y a donc pas eu

par Jean-Pierre Chartrand. Jeanine Sutto fait la grand-maman un peu perdue, Pierre Gobeil fait le papa et Murielle Dutil la maman. Sophie Clément joue la tante Charlotte, lucide et impitoyable envers son mari, Gérard, joué par Claude Michaud. France Arbour fait la tante Dodo et François L'Écuyer Marc, le frère, qui volera la vedette à la fin de la fête. Marie-Eve (Myra Latendresse), que sa mère Jacqueline a manifestement forcée à participer à la fête, survit grâce à son baladeur qui ne la quitte pas. Sa révolte est comme un vent de fraîcheur.

En deux minutes, l'on saisit les liens qui unissent — ou désunissent — les couples, lequel tyrannise l'autre, lequel trompe ou voudrait tromper. Vous resterez fixé au petit écran dimanche. Mais il se peut que vous vous désistiez pour le party de Noël.

L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

LE MONDE EN BREF

La Russie ratifie le traité START

MOSCOU (Reuter) — Le Parlement russe a ratifié, par 157 voix contre une et 26 abstentions, le traité START hier, précisant toutefois qu'il ne serait finalisé qu'une fois conclu un accord avec les trois autres républiques de la CEI détentrices d'armes atomiques. Ce traité de réduction des armes stratégiques, signé en juillet 1991 par le président américain George Bush et l'ex-président soviétique Mikhaïl Gorbatchev, prévoyait de ramener à 1600 le nombre des missiles nucléaires stratégiques et à 6000 le nombre d'ogives nucléaires dans chacun des deux pays en l'espace de sept ans. Il n'a pas encore été ratifié par les États-Unis. L'éclatement de l'ex-Union soviétique a provoqué la dispersion de son arsenal nucléaire entre la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan. Ces républiques se sont déjà engagées cette année à ratifier ce traité en tant qu'États non-nucléaires.

Rawlings en tête au Ghana

ACCRA (AFP) — Le président sortant Jerry Rawlings semblait, au vu des résultats partiels du premier tour de l'élection présidentielle de mardi au Ghana, devoir être reconduit, démocratiquement, dans une fonction qu'il s'était attribuée il y a onze ans à la faveur d'un coup d'État. Les résultats non-officiels annoncés par la radio et portant sur environ 60 % des 200 circonscriptions lui attribuaient en effet plus de 50 % des suffrages contre moins de 40 % à son principal rival, le leader de l'opposition de centre-droit Albert Adu-Boahen. Un tel résultat, s'il se confirmait, vaudrait à Rawlings de créer la surprise en étant élu dès le premier tour, ce que très peu d'analystes avaient prévu. Quoi qu'il arrive, l'ex-capitaine Rawlings devrait, dans le pire des cas pour lui, se présenter en ballottage extrêmement favorable si un second tour, prévu pour le 24 novembre, est finalement nécessaire.

Vacaroïu nouveau premier ministre roumain

BUCAREST (AFP) — Un économiste n'appartenant à aucun parti politique, M. Nicolae Vacaroïu, a été nommé hier à Bucarest chef du nouveau gouvernement roumain par le président de la république Ion Iliescu, qui a annoncé lui-même son choix en précisant que M. Vacaroïu était « un homme de la réforme ». « Le gouvernement oeuvrera dans une seule direction: la continuation et la consolidation de la réforme », a assuré M. Vacaroïu lui-même devant la presse juste après sa nomination. Le nouveau premier ministre, qui fêtera ses 49 ans le 5 décembre prochain, était jusqu'ici chef du département des impôts et taxes au ministère roumain de l'Économie et des Finances. Il remplace un autre économiste, Theodor Stolojan, suite aux élections générales du 27 septembre et du 11 octobre dernier en Roumanie.

Funérailles de Letelier au Chili

SANTIAGO (AFP) — La dépouille d'Orlando Letelier, ancien ministre chilien des Affaires étrangères sous la présidence de Salvador Allende, assassiné à Washington en 1976, a été transférée hier de Caracas à Santiago du Chili, où une cérémonie religieuse a eu lieu, en présence du président Patricio Aylwin. Lors d'une émouvante cérémonie à l'aéroport international de la capitale chilienne, le cercueil contenant les restes de l'ancien ministre a été recouvert d'un drapeau chilien et d'une gerbe de roses rouges. « Bienvenue au pays », a dit le secrétaire général du gouvernement, Enrique Correa, à l'arrivée de l'avion venant de Caracas, où se trouvait depuis 1976 le corps d'Orlando Letelier, qui sera enterré à Santiago. Orlando Letelier avait trouvé la mort le 21 septembre 1976 dans un attentat à la voiture piégée à Washington, perpétré, selon la justice américaine, par la police politique du régime militaire du général Augusto Pinochet (1973-1990). La secrétaire américaine du ministre socialiste, Ronnie Moffit, avait également péri dans l'attentat. Onze jours avant le crime, un décret d'Augusto Pinochet avait enlevé la nationalité chilienne à Orlando Letelier qui s'était exilé en 1974, à la suite de démarches du président vénézuélien Carlos Andres Perez. « Le gouvernement remplira son engagement avec la justice et n'aura de cesse de faire tous les efforts jusqu'à ce que les coupables de ce crime soient sanctionnés par les tribunaux », a déclaré Enrique Correa en lisant le décret du président Aylwin qui restitue la nationalité chilienne à Orlando Letelier.

LE DEVOIR
Service
de PUBLICITÉ
842-9645

La communauté internationale salue la victoire de Clinton

PARIS (Reuter) — Le monde a salué hier la victoire de Bill Clinton en espérant que le retour des démocrates au pouvoir à Washington, après douze ans d'absence, ne serait pas synonyme de protectionnisme. Le triomphe du jeune gouverneur de l'Arkansas, comme il est de coutume, s'est traduit par une avalanche de télégrammes de félicitations. Un des premiers à réagir, le président russe Boris Eltsine a dit s'attendre que « la compréhension mutuelle entre la Russie et les États-Unis continue de connaître l'évolution qui l'a caractérisée au cours des derniers mois ».

Au nom de l'Allemagne, le chancelier Helmut Kohl a souhaité le renforcement de « l'étroite amitié transatlantique soulignant la signification existentielle de nos relations ».

À Paris, le président François Mitterrand s'est dit convaincu que « l'amitié qui lie nos deux pays depuis plus de deux siècles s'enrichira encore et que l'Amérique et l'Europe continueront ensemble de servir avec détermination le progrès, la justice et la paix dans le monde ».

Mais le porte-parole du Parti socialiste, Jean-Jack Queyranne, a exprimé la crainte de voir une administration Clinton céder à « la tentation du protectionnisme, à la tentation de l'Amérique d'abord ».

Ce n'est pas l'avis du ministre allemand des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, pour qui Bill Clinton est « tout sauf un isolationniste ». C'est aussi le pari que fait Jacques Delors.

Le président de la Commission européenne pense que « dans une période de changements, de défis et de possibilités sans précédents, Europe et États-Unis peuvent ensemble, produire plus de fruits que séparément ».

À Londres, le premier ministre John Major a souhaité la poursuite des relations privilégiées entre la Grande-Bretagne et les États-Unis et s'est dit « convaincu que les orientations essentielles de la politique

étrangère et de la défense américaines demeureront en place ».

Dans les autres capitales européennes, on juge que c'est la continuité dans les relations transatlantiques, voire leur renforcement, qu'on est en droit d'attendre de l'entrée de Bill Clinton à la Maison-Blanche.

Au nom de l'Espagne, le ministre des Affaires étrangères, Javier Solana, a dit attendre que « nos excellentes relations se poursuivent et se renforcent ». À Lisbonne, le président Mario Soares a salué la victoire de Bill Clinton comme une très bonne nouvelle pour l'Amérique et pour le monde.

L'élection de Bill Clinton a suscité des espoirs en Israël et des inquiétudes dans le monde arabe, mais aucun des deux camps ne prévoit de virage à 180 degrés dans la politique américaine à l'égard du processus de paix au Proche-Orient.

Le premier ministre israélien, Yitzhak Rabin, s'est dit convaincu que les relations particulières entre l'État hébreu et Washington prendront « un nouvel élan au bénéfice de la paix ».

À Damas, le ministre syrien des Affaires étrangères Farouk al Chara dit s'attendre à un simple ralentissement du processus car « les États-Unis ont au Proche-orient de gros intérêts qu'aucun président américain ne peut se permettre d'ignorer ».

À Bagdad et Tripoli, la défaite de George Bush a été accueillie avec une joie non dissimulée tandis que dans le Golfe — où on dit regretter Bush pour son soutien inébranlable à la sécurité dans la région — elle a pris manifestement au dépourvu.

Saddam Hussein a tiré des coups de feu en l'air pour célébrer la défaite de George Bush et il a implicitement mis en garde son successeur de ne pas commettre les mêmes erreurs.

« Bush est tombé il y a longtemps, lorsqu'il a décidé de bombarder Bagdad », a déclaré le président irakien au cours d'une visite de la ville de



PHOTO AP

Le président George Bush et sa femme Barbara ont salué hier des partisans à Houston avant leur départ pour Washington.

Ramadi, à 150 km à l'ouest de Bagdad.

Comme un habitant de la ville lui demandait si George Bush n'avait pas sous-estimé la force de l'Irak, Saddam Hussein a répondu, faisant apparemment allusion à Bill Clinton : « Même si Bush ne comprenait pas l'Irak et la nation arabe, d'autres feraient bien de tirer les enseignements de ce qui s'est passé ».

La télévision irakienne a montré un Saddam Hussein en grand uniforme, tout sourire, au moment où il était accueilli par une foule nom-

breuse qui scandait son nom. Le chef de l'État irakien a alors sorti son pistolet et tiré plusieurs coups de feu en l'air, un geste traditionnel qui exprime la joie.

En Asie, les réactions soulignent l'importance de voir Washington éviter les pièges du protectionnisme.

« Nous espérons que la nouvelle administration adoptera une attitude déterminée contre le protectionnisme pour préserver le système de libre-échange international », a déclaré le premier ministre japonais, Kiichi Miyazawa.

La Chine n'avait pas réagi officiellement hier mais les vieux dirigeants de Pékin n'auront sans doute pas oublié que Bill Clinton avait durant la campagne électorale reproché à George Bush « de droloter des dictateurs, de Bagdad à Pékin ».

En Amérique latine, l'accent devrait — comme au temps de la présidence de Jimmy Carter — être à nouveau mis sur le respect des droits de l'homme mais sans oublier les relations commerciales, dans la lignée de la création de la zone de libre-échange nord-américaine (ALENA).

Les femmes et les minorités font une percée au Congrès

WASHINGTON (Reuter) — Les femmes et les minorités ont enregistré des progrès significatifs aux élections législatives qui ont accompagné mardi le scrutin présidentiel aux États-Unis.

Ces élections — un tiers du Sénat et la totalité de la Chambre des représentants étaient renouvelés — n'ont pas remis en cause la majorité des démocrates sur les deux chambres et, pour la première fois depuis 12 ans, le Congrès et la Maison-Blanche seront contrôlés par le même parti.

Thomas Foley, le président de la Chambre des représentants, a promis une coopération accrue visible rapidement entre l'exécutif et le législatif. Le leader de la majorité démocrate au Sénat, George Mitchell, a estimé de son côté que Bill Clinton avait reçu des électeurs américains un mandat fort pour le changement.

« Je pense que les plus grandes priorités doivent être la croissance économique, la création de nouveaux emplois dans le pays, le déficit (budgétaire) et la réforme du système de santé », a-t-il dit sur CNN.

Thomas Foley et George Mitchell se sont dit très confiants que les tensions qui avaient opposé la Maison-Blanche et le Congrès sous l'administration Bush appartiendraient rapidement au passé.

Bill Clinton devra travailler avec un Congrès fort différent de celui dont le mandat arrive à échéance le 5 janvier.

Les républicains ont gagné 11 sièges à la Chambre des représentants et les démocrates peut-être un au Sé-

nat, où ils disposaient déjà d'une majorité de 57-43, mais les changements vont bien au-delà de ces écarts.

Au Sénat, le fait le plus significatif est l'élection de quatre nouvelles femmes, en plus des deux qui siégeaient déjà à la chambre haute.

Carol Moseley Braun, une démocrate de l'Illinois, est entrée dans l'histoire en devenant la première Noire élue au Sénat.

Ben Nighthorse Campbell, un Cheyenne, est par ailleurs le troisième Indien à entrer à la Chambre haute.

La Californie est le premier État à se faire entièrement représenter par des femmes démocrates au Sénat, en l'occurrence Dianne Feinstein et Barbara Boxer. La première a battu le sortant républicain John Seymour et la seconde reprend le fauteuil du démocrate Alan Cranston, qui part à la retraite.

À Washington, Patty Murray, qui se veut une « maman en baskets », succède à Brock Adams, démocrate qui se retire également de la vie politique.

Mais la démocrate Lynn Yeakel n'a pas réussi son pari de battre le sénateur républicain de Pennsylvanie Arlen Specter.

Le coup de balai que beaucoup prédisaient au Sénat comme à la Chambre des représentants, dont l'image a été ternie par des scandales, ne s'est pas matérialisé.

La Chambre des représentants n'en accueillera pas moins une centaine de nouvelles têtes sur 435 élus, en raison de départs à la retraite, de défaites aux primaires et d'un redé-

coupage électoral. Les républicains, qui espéraient y regagner 15 à 25 sièges, en ont récupéré pour l'instant onze aux démocrates, quelques résultats n'étant pas encore connus.

Comme au Sénat, la nouvelle Chambre comprendra plus de femmes, environ 45 selon les projections de CNN, contre 29 auparavant.

Le Sénat, bastion masculin depuis toujours, se sera paradoxalement ouvert aux femmes en humiliant l'an dernier Anita Hill, l'universitaire noire qui avait porté des accusations de harcèlement sexuel à l'encontre du juge Clarence Thomas, candidat de la Maison-Blanche à la Cour suprême.

Lynn Yeakel, entrée en politique en réaction à cette affaire hautement médiatisée, n'a pas réussi à évincer mardi Arlen Specter, l'homme qui avait dirigé l'interrogatoire d'Anita Hill. Le sénateur républicain, distancé dans les sondages, au début de la campagne, est parvenu à conserver son siège.

À la Chambre des représentants, les sortants les plus menacés étaient ceux compromis dans le récent scandale bancaire qui a provoqué un rejet du Congrès dans l'opinion publique.

Joseph Early, coupable d'avoir largement profité des largesses de la banque réservée aux représentants — les élus faisaient des chèques sans provision en toute impunité — a ainsi été sanctionné par les électeurs.

Mais Charles Wilson, autre personnalité éclaboussée par le scandale, a été réélu.

Des dizaines de référendums locaux

LOS ANGELES (Reuter) — Le Colorado a voté contre les lois protégeant les droits des homosexuels, la Californie a dit non à l'euthanasie et 14 États ont limité le nombre de mandats de leurs élus : tels sont les résultats de quelques-uns des dizaines de référendums locaux organisés en parallèle à l'élection présidentielle américaine de mardi.

De New York à Los Angeles, les électeurs américains, en plus de choisir le nom du futur occupant de la Maison-Blanche, avaient à se prononcer sur une myriade d'initiatives locales couvrant virtuellement tous les thèmes de société, allant de la mort jusqu'à l'avortement, en passant par le jeu, l'alcool, la prostitution, la chasse aux ours et la taxation des amuse-gueules.

À Denver, près de 200 manifestants ont investi l'hôtel du centre-ville où les démocrates locaux fêtaient l'élection de Bill Clinton après le vote, par les électeurs du Colorado, d'une résolution controversée interdisant toute législation protégeant les droits des homosexuels.

Ils sont ensuite descendus dans les rues en scandant « Assez de haine » et le calme n'est revenu qu'aux premières heures de la journée d'hier, après que le gouverneur Roy Romer eut accepté de rencontrer les manifestants pour écouter leurs doléances.

La Californie a rejeté une autre proposition controversée qui en aurait fait le premier État à légaliser l'euthanasie. La « Loi sur la mort dans la dignité » a été repoussée à une marge de 54-46 %.

Deux ans après s'être prononcés

contre l'institution d'un jour férié pour commémorer la mort de Martin Luther King, un vote qui a privé leur État de centaines de millions de dollars en congrès annulés et de l'organisation du Superbowl 1993, les électeurs de l'Arizona sont revenus sur leur décision dans une majorité de deux contre un.

Le jeu était un thème d'initiatives dans 10 États, mais nulle part il n'a suscité autant de polémiques qu'en Utah, le fief des Mormons, qui l'assimilent à un péché. Les électeurs locaux ont repoussé dans une marge de trois contre deux une proposition visant à autoriser les paris sur les courses de chevaux dans certains comtés de l'État.

Le Kentucky, au coeur de la ceinture biblique, a voté de son côté pour la création d'un loto sous contrôle religieux.

Malgré une vive campagne des opposants à l'avortement, le Maryland a autorisé à une large majorité les interruptions de grossesse avant que le foetus ne soit viable.

Toujours en Arizona, les électeurs ont rejeté par une marge de deux contre un un texte interdisant tous les avortements et ceux du district de Columbia se sont opposés au rétablissement de la peine de mort pour les meurtres.

Enfin 14 États — Washington, Californie, Oregon, Wyoming, Arizona, Montana, Nebraska, Dakota du Nord et Dakota du Sud, Michigan, Ohio, Floride, Missouri et Arkansas — ont voté à des majorités très larges, allant parfois jusqu'à 70 %, de nouvelles limitations au nombre des mandats de leurs élus au Congrès.

L'UNITA et le gouvernement angolais vont renouer le dialogue

LUANDA (Reuter) — Le calme est revenu hier en Angola, où le dialogue entre l'UNITA et MPLA était à nouveau à l'ordre du jour après une flambée de violence qui a fait plus de 1200 morts depuis vendredi.

Les habitants de Luanda ont repris le travail tandis que les hommes de l'UNITA ont fui la capitale après s'être débarrassés de leur tenue militaire. On n'apercevait dans les rues que des soldats du MPLA.

À Lobito et Benguela, deux des plus grandes villes de province, les belligérants négociaient des trêves, apprend-on de source diplomatique.

La radio angolaise a réitéré l'appel lancé mardi soir par le président Eduardo dos Santos à un dialogue « dans un réel esprit de réconciliation et de pacification (...) dans l'intérêt de tout la nation angolaise ».

De source portugaise autorisée, on a confirmé mardi que des contacts ont été établis entre le MPLA et Jonas Savimbi, que l'UNITA dit retranché dans son fief de Huambo, dans le centre du pays.

Mais, de même source, on se montrait sceptique devant l'annonce par un officier de l'UNITA capturé que Savimbi était prêt à se rendre à Luanda pour discuter avec le président José Eduardo dos Santos.

Des représentants de l'UNITA et du MPLA à Lisbonne ont pour leur

part déclaré n'avoir pas confirmation que des contacts aient été établis entre Savimbi et le pouvoir en place.

De source diplomatique angolaise à Lisbonne, on souligne ne pas même être en mesure d'affirmer que le chef de l'UNITA se trouve toujours en Angola.

Les chefs militaires de l'UNITA ont été tués ou capturés lors des combats des derniers jours à Luanda et leurs hommes tués ou traqués tandis que le QG de Savimbi dans la capitale était mis à sac.

Dos Santos a accusé Savimbi de tentative de coup d'État pour s'opposer à la volonté du peuple angolais exprimée aux élections présidentielles et législatives de septembre, marquées par un échec de l'UNITA.

Ignorant le conseil de ses alliés à Pretoria et Washington, le chef de l'UNITA avait refusé de se plier au verdict des urnes, déclenchant la flambée de violence des derniers jours.

À Lisbonne, le secrétaire d'État portugais aux Affaires étrangères Jose Manuel Durao Barroso, artisan de l'accord de paix de mai 1991 à l'origine des élections, a estimé hier à Lisbonne que la paix restait possible.

À Rome, le pape Jean Paul II, qui s'était rendu en juin dans l'ancienne colonie portugaise à dominante catholique, a tenu des propos analogues

lors de son audience générale hebdomadaire.

Il a déclaré joindre sa voix à celles des évêques d'Angola pour lancer un pressant appel aux responsables de « ces nouveaux affrontements fratricides afin qu'ils déposent les armes et renouent le dialogue ».

À New York, le Conseil de sécurité des Nations unies a estimé nécessaire de renforcer la composante militaire de sa mission en Angola; qui compte 350 observateurs militaires et plusieurs centaines de responsables électoraux et de policiers.

Le secrétaire général Boutros Boutros-Ghali a fait part aux cinq membres permanents du Conseil du désir du président Dos Santos de voir la mission de l'ONU rester dans son pays après l'expiration de son mandat à la fin du mois.

Les membres du Conseil se sont accordés à estimer que les Nations unies devaient faire tout leur possible pour consolider le cessez-le-feu et favoriser la poursuite du processus de paix.

Le Portugal a poursuivi le rapatriement d'une partie de ses 40 000 citoyens installés en Angola. La France a commencé hier matin à évacuer les siens en mettant en place un pont aérien entre Brazzaville et Luanda, a annoncé le quai d'Orsay.

Le gouvernement irlandais éclate

DUBLIN (AFP) — La coalition gouvernementale irlandaise a éclaté hier soir, avec les démissions de deux ministres et d'un secrétaire d'État qui vont entraîner la mise en minorité du premier ministre Albert Reynolds et des élections anticipées.

Après plusieurs mois de relations tendues et huit jours d'insultes, d'accusations réciproques de mensonge et de malhonnêteté, le parti des Démocrates progressistes (centre-droit) a décidé de retirer son soutien au premier ministre, leader du principal parti irlandais, le nationaliste Fianna Fail.

Le chef des Démocrates progressistes, M. Des O'Malley, ministre du Commerce et de l'Industrie démissionnaire, a annoncé que les six députés de son parti voteraient la censure déposée aujourd'hui par l'opposition.

Le Fianna Fail ne pourra plus alors compter sur les voix de ses 77 députés (sur 166). La coalition avait été formée après les élections de juin 1989 par le premier ministre et leader du Fianna Fail d'alors, Charles Haughey. M. Haughey a été remplacé par M. Reynolds en février 1992.

Les autres Démocrates progressistes démissionnaires sont le ministre de l'Énergie Bob Molloy et Mme Mary Harney, secrétaire d'État à

l'Environnement. M. Reynolds a immédiatement ajouté à ses responsabilités celle de l'Énergie, confiant l'Industrie à son ministre de la Justice Padraig Flynn.

Si des élections générales anticipées — les régulières ne devant pas avoir lieu avant la mi-1994 — sont organisées, leur campagne va coïncider avec celle du référendum sur l'avortement, prévu le 3 décembre.

M. Reynolds a dit hier qu'en cas d'élections anticipées, les deux scrutins auraient lieu en même temps, la date des votes pouvant être modifiée. Celle du 26 novembre est citée comme la plus probable.

La rupture a été déclenchée par le témoignage de M. Reynolds la semaine dernière devant le « tribunal du boeuf », qui enquête depuis un an sur les fraudes à l'exportation dans l'industrie bovine irlandaise dans les années 80.

M. Reynolds, ministre du Commerce et de l'Industrie en 1987-88, avait traité M. O'Malley de malhonnêteté pour l'avoir mis en cause devant ce tribunal.

M. O'Malley l'avait accusé en juin d'avoir abusé des garanties gouvernementales de crédits à l'exportation au profit du groupe Goodman International, dont le patron est proche du Fianna Fail.

L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

Major remporte un vote crucial sur Maastricht

d'après Reuter et AFP

LONDRES — Le premier ministre John Major a remporté, hier soir, à la Chambre des Communes, par 319 voix contre 316, un vote crucial en vue de la ratification du Traité de Maastricht par la Grande-Bretagne.

Le vote portait sur une motion ouvrant la voie à l'examen par le Parlement du principal projet de loi sur la ratification du traité d'union économique et politique européenne.

Une trentaine de députés conservateurs avaient menacé de voter contre le gouvernement, aux côtés des travaillistes, mais tous n'ont pas mis leur menace à exécution.

Ce scrutin n'avait aucune valeur contraignante pour le chef du gouvernement. Ce dernier avait cependant engagé son prestige personnel et avait consacré ces derniers jours une bonne partie de son temps à essayer de ramener les euro-sceptiques dans le rang.

John Major avait averti les frondeurs du Parti conservateur qu'ils risquaient de saper les positions de la Grande-Bretagne dans la CEE.

« Je ne crois pas que le pays se rende crédible en restant à l'écart de l'Europe et en laissant à d'autres le soin de prendre les décisions (...)

Ce n'est vraiment pas le meilleur comportement à adopter pour le Royaume-Uni », a-t-il déclaré devant les Communes, dans son discours d'ouverture.

Par ailleurs, le Parlement de Dublin (Irlande) a adopté hier soir une loi ratifiant le traité de Maastricht, simple formalité à la suite du vote massif en faveur du Traité d'union européenne (69 % de OUI) obtenu lors du référendum du 17 juin.

Il y a eu un bref débat mais pas de vote, la démarche ayant reçu l'approbation de tous les partis. La loi sera adoptée de la même façon aujourd'hui par le Sénat.

Enfin, au Danemark, la plupart des partis politiques ont estimé hier que les partenaires européens de Copenhague n'avaient pas d'autre choix que d'accepter leurs conditions pour la tenue d'un nouveau référendum sur le traité de Maastricht au Danemark.

Les représentants de sept des huit partis danois font actuellement campagne à Bruxelles pour expliquer le compromis national adopté vendredi dernier par la commission chargée des Affaires européennes du Folketing, le Parlement de Copenhague.

Ils doivent notamment rencontrer

aujourd'hui le président de la Commission européenne, Jacques Delors, pour lui exposer les conditions qu'ils posent pour l'organisation du référendum qui doit permettre d'effacer le NON du mois de juin dernier.

« Nous croyons que les autres États membres vont accepter nos propositions », a déclaré à la presse Ivar Noergaard, un ancien ministre des Finances du parti social-démocrate d'opposition qui assume également la présidence de la commission danoise. « Ils ne peuvent pas nous expulser du traité de Rome ».

« C'est une offre raisonnable pour résoudre les problèmes de la Communauté européenne », a expliqué Steen Gade, membre du parti socialiste du peuple, qui avait appelé à voter NON.

Le compromis national propose un statut spécial pour le Danemark, qui resterait membre de la CEE sans appliquer les dispositions les plus importantes du traité d'Union, comme la monnaie unique, la citoyenneté ou encore la défense commune.

Ces exemptions devraient en outre être légalement contraignantes, ce qui suppose une renégociation du traité, ce que les partenaires européens du Danemark ont déjà refusé.



PHOTO AP

M. John Major a commenté hier les résultats de l'élection présidentielle américaine quelques heures avant le vote des Communes sur le traité de Maastricht.

LES ANNONCES CLASSEES 286-1200

INDEX DES REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

100-199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL

100-150 Achat-vente-échange
160-199 Location

200-299 IMMOBILIER COMMERCIAL

200-250 Achat-vente-échange
251-299 Location

300-399 MARCHANDISES

400-499 OFFRES D'EMPLOI

500-599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES

600-699 VÉHICULES

LES ANNONCES CLASSEES DU DEVOIR

DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 16H00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14h30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: 286-1200

Télécopieur: 286-8198

Pour placer votre annonce par la poste: C.P. 6033, succ. Place d'Armes Montréal, H2Y 3S6

101 Propriétés à vendre

A HUNTSVILLE - MONTRÉAL
A PRIX ÉVALUÉ + 15%
Pour vente rapide. Pas d'agent. Split, 4 niveaux, 8 + 1 1/2 s/bains. Idéal professionnel. Grand terrain paysagé, côté rue. Prox. tous les services et parcs. 381-7532.

BORD DU RICHELIEU Maison de rêve à St-Roch. Beaucoup d'extra. Moins de 175 000 \$ faut voir 677-0844.

C.D.N., coin Van Horne et Légaré, 15 pièces, pas de dépôts. Pour professionnels ou bureaux. 342-5206.

CENTRE-VILLE, RUE WOLF
Cottage rénové, 3 c.c., cour arrière, 3 c.c., cour arrière avec stat. 139 000 \$, 528-8832 réa.

NOUVEAU BORDEAUX Triplex, idéal prop. occupant. Femelles dlm., portes acier, cuisine rénovée. Pas d'agent. 331-2790.

STE-JULIE, luxueux cott. 91, secteur prestige, 12 pces, 3500 pica habobas, garage, tout équipé. 186 000 \$ 649-4354.

TERREBONNE, attention acheteur de maison neuve, bungalow 1985, terrain 8500 pica paysager, côté rue parcs de côté, lire immédiatement, 99 000 \$, Pas d'agent. 471-2023.

101 Propriétés à vendre

VIMONT, split 88, 3 chambres, 2 s/bains, garage, s/bain, piscine creusée, extra 156 000 \$, transf. 669-1779, 944-7978.

103 Condominiums Co-propriétés

CONDO à St-Jean sur Richelieu, 4 1/2, air climatisé, foyer, garage, piscine et salle de réception. 348-5739.

PRÉS HOPITAL MAISONNEUVE-ROSEMONT

Condominium de prestige, tour du Méridien, même étage, vue dégagée et superbe sur ville et bois protégé, lumière, intérieur 1 500 pica, plus terrasse près de 400 pica, 2 s/bains, 2 garages intérieurs. Tous services incluant sources, piscines intérieure et extérieure, bain, tourbillon, salle d'exercices. Construction de qualité, concierge résident, copropriétaires responsables, sécurité, confort, proximité de toutes arêtes. Lire immédiatement. Prix 210 000 \$ sur rendez-vous. Jour: 987-3838, soir: 388-2704.

103 Condominiums Co-propriétés

ILE DES SOEURS, grand 3 1/2, de luxe, bord de l'eau, solarium, magnifique vue, beaucoup d'extra, 142 000 \$. 762-2809, 332-6936.

PLATEAU 3 1/2 ensoléillé, 435 pica, vue, cachet, complètement rénové. 52 000 \$ Aussi, 485 pica, 57 000 \$. 4654 de Lanouette, près Gifford 278-2387. VISITE LIBRE DIM. 14H À 16H.

PLATEAU 5 1/2, 2 c.c., 920 pica, cachet, cour, ensoléillé, complètement rénové. R.d.h. 97 000 \$, 4650 de Lanouette, près Gifford 278-2387.

105 Propriétés à revenus

TERREBONNE, luxueux triplex, voisin des écoles, 2042 boul. des Seigneurs ouest, const. 1988, 226 000 \$. 1-834-8693.

115 Extérieur de Montréal

QUÉBEC QUARTIER MONTCAIM
Maison unifamiliale, neuve, béton, 3 c.c., plus studio (2700 pica). Finition luxueuse. Poss. échange condo, financement. 418-529-5443.

120 Laurentides

DOMAINE

A 90 min. de Mt ou 20 min. de St-Jovite. Domaine, 290 acres boisés avec cours d'eau et possibilité d'exploiter une petite érablière. Prix 150 000 \$. (819) 887-2938.

ST-SAUVEUR
Propriété pouvant servir de site commercial, prix: 270 000 \$. Prendra échec. 687-0222.

121 Cantons de l'Est

LAC BROME MANOIR INVERNESS
Égérie copropriété de style loyaliste, dans rare ensemble riverain. 1 100 pica, plus terrasse, 2 c.c., 1 s/bain, 5 appareils ménagers, foyer, grands rangements. Tous services incluant piscine, marina, tennis, entretien extérieur. Copropriétaires soigneux, confort, sécurité, tranquillité. A moins de 30 minutes de centres de ski, golf en développement en annexe. Loisirs 4 saisons. Lire immédiatement. Prix: 125 000 \$ sur rendez-vous. Jour: 987-3838, soir: 388-2704.

SKI SUTTON

Condo 6 1/2 pièces (1600 pica), entièrement meublé, valeur 150 000 \$ pour seulement 100 000 \$. 454-2100.

SUTTON, LA PNEDE, chaudière-condo, 41 500 \$ (59 \$/sem), concept européen, occupation 30 nov. 92. Luc Vaillancourt, 591-3226.

125 Terrains

A L'ACADIE, Rive-Sud Mt
Terrain boisé, avec services d'égout, 16 000 pica, 26 000 \$. 1-346-8220.

MORIN-HIGHTS, domaine lac Alpin, 190 lots boisés, calme, près pentes ski alpin et de fond, golf adj., 0,118 à 0,793. 446-1097 ou 986-7764, après 20h.

160 Appartements-logements à louer

AHUNTSIC, 6 1/2, libre, duplex, chauffé, tranquille, écoles, Cégep. 381-3630.

ANJOU, A VOIR 6 1/2, bas duplex, grande cour, 4 stat. 5455. 354-7005.

BEAU 5 1/2, rénové, par architecte, cuisine équipée, lav./séch. Stationnement réservé, vue de La Gauchetière près St-Hubert. 7505/mois. Occupation immédiate. 486-9897 après 19h.

BEAU 5 1/2, rénové, par architecte, cuisine équipée, lav./séch. Stationnement réservé, vue de La Gauchetière près St-Hubert. 7505/mois. Occupation immédiate. 486-9897 après 19h.

BEAU 5 1/2, rénové, par architecte, cuisine équipée, lav./séch. Stationnement réservé, vue de La Gauchetière près St-Hubert. 7505/mois. Occupation immédiate. 486-9897 après 19h.

BEAU 5 1/2, rénové, par architecte, cuisine équipée, lav./séch. Stationnement réservé, vue de La Gauchetière près St-Hubert. 7505/mois. Occupation immédiate. 486-9897 après 19h.

BEAU 5 1/2, rénové, par architecte, cuisine équipée, lav./séch. Stationnement réservé, vue de La Gauchetière près St-Hubert. 7505/mois. Occupation immédiate. 486-9897 après 19h.

BEAU 5 1/2, rénové, par architecte, cuisine équipée, lav./séch. Stationnement réservé, vue de La Gauchetière près St-Hubert. 7505/mois. Occupation immédiate. 486-9897 après 19h.

BEAU 5 1/2, rénové, par architecte, cuisine équipée, lav./séch. Stationnement réservé, vue de La Gauchetière près St-Hubert. 7505/mois. Occupation immédiate. 486-9897 après 19h.

BEAU 5 1/2, rénové, par architecte, cuisine équipée, lav./séch. Stationnement réservé, vue de La Gauchetière près St-Hubert. 7505/mois. Occupation immédiate. 486-9897 après 19h.

BEAU 5 1/2, rénové, par architecte, cuisine équipée, lav./séch. Stationnement réservé, vue de La Gauchetière près St-Hubert. 7505/mois. Occupation immédiate. 486-9897 après 19h.

BEAU 5 1/2, rénové, par architecte, cuisine équipée, lav./séch. Stationnement réservé, vue de La Gauchetière près St-Hubert. 7505/mois. Occupation immédiate. 486-9897 après 19h.

BEAU 5 1/2, rénové, par architecte, cuisine équipée, lav./séch. Stationnement réservé, vue de La Gauchetière près St-Hubert. 7505/mois. Occupation immédiate. 486-9897 après 19h.

BEAU 5 1/2, rénové, par architecte, cuisine équipée, lav./séch. Stationnement réservé, vue de La Gauchetière près St-Hubert. 7505/mois. Occupation immédiate. 486-9897 après 19h.

BEAU 5 1/2, rénové, par architecte, cuisine équipée, lav./séch. Stationnement réservé, vue de La Gauchetière près St-Hubert. 7505/mois. Occupation immédiate. 486-9897 après 19h.

BEAU 5 1/2, rénové, par architecte, cuisine équipée, lav./séch. Stationnement réservé, vue de La Gauchetière près St-Hubert. 7505/mois. Occupation immédiate. 486-9897 après 19h.

BEAU 5 1/2, rénové, par architecte, cuisine équipée, lav./séch. Stationnement réservé, vue de La Gauchetière près St-Hubert. 7505/mois. Occupation immédiate. 486-9897 après 19h.

BEAU 5 1/2, rénové, par architecte, cuisine équipée, lav./séch. Stationnement réservé, vue de La Gauchetière près St-Hubert. 7505/mois. Occupation immédiate. 486-9897 après 19h.

BEAU 5 1/2, rénové, par architecte, cuisine équipée, lav./séch. Stationnement réservé, vue de La Gauchetière près St-Hubert. 7505/mois. Occupation immédiate. 486-9897 après 19h.

BEAU 5 1/2, rénové, par architecte, cuisine équipée, lav./séch. Stationnement réservé, vue de La Gauchetière près St-Hubert. 7505/mois. Occupation immédiate. 486-9897 après 19h.

BEAU 5 1/2, rénové, par architecte, cuisine équipée, lav./séch. Stationnement réservé, vue de La Gauchetière près St-Hubert. 7505/mois. Occupation immédiate. 486-9897 après 19h.

BEAU 5 1/2, rénové, par architecte, cuisine équipée, lav./séch. Stationnement réservé, vue de La Gauchetière près St-Hubert. 7505/mois. Occupation immédiate. 486-9897 après 19h.

BEAU 5 1/2, rénové, par architecte, cuisine équipée, lav./séch. Stationnement réservé, vue de La Gauchetière près St-Hubert. 7505/mois. Occupation immédiate. 486-9897 après 19h.

BEAU 5 1/2, rénové, par architecte, cuisine équipée, lav./séch. Stationnement réservé, vue de La Gauchetière près St-Hubert. 7505/mois. Occupation immédiate. 486-9897 après 19h.

BEAU 5 1/2, rénové, par architecte, cuisine équipée, lav./séch. Stationnement réservé, vue de La Gauchetière près St-Hubert. 7505/mois. Occupation immédiate. 486-9897 après 19h.

160 Appartements-logements à louer

BEAU PETIT 5 1/2, 209 Bernard ouest. Adj. Ctr., idéal artiste. 271-9232, 731-5026.

BOUL. ST-JOSEPH E., luxueux 6 1/2 chauffé, boiserie, balcon, métro. 7505-521-4468.

C.D.N. - LACOMBE, Haut duplex, 7 pièces, 2 s/bains, chauffé, 1 300 \$. 739-1555.

C.D.N., bas duplex, 5 1/2, non chauffé, garage, 5805. 637-4431.

C.D.N., haut de duplex, ent. rénové, 7 1/2, 2 salles de bain, chauffé, équipé et garage. 13005. 737-9170.

MÉTRO MONK, loft climatisé, bois franc, neuf, 5905. Jour 766-5783.

MÉTRO ROSEMONT, 2e, 3 1/2, frais peint, galerie avant/dernière. 384-6251, 16h-20h.

NOV. GRATUIT, 5 1/2, 3e, ensoléillé, tranquille, frais rénové, entrée lav./séch., près métro Verdun, 4003. 769-6455.

OUTREMONT Condos rénovés entièrement. Design moderne. Monique Durand Re/Max Outremont. 277-6107.

OUTREMONT, 50 Wilowale, 2 1/2, 3 1/2, 4 1/2, ascenseur, chauffé. 849-7061.

OUTREMONT, rue MANOIR 7 1/2 haut duplex, 6 1/2 bas duplex, 1 1/2 s/bains, garage, 9505 chauffé. 769-3542, 733-4192.

OUTREMONT, rue Ducharme, 5 1/2 rénové, rez-de-ch., près métro, stat., 6453. 342-2414.

OUTREMONT, face au Mont-Royal, 33 ch. Côte Ste-Catherine, 2 1/2, 3 1/2, 4 1/2, chauffé, gym, "sun deck". 277-5873.

OUTREMONT **VAN HORNE & ROCKLAND** Résidentiel ou Commercial. Grand 6 1/2 - Libre 1er nov. 276-0053.

PETITE ITALIE, 6 1/2 r.d.c. avec cour, cuisine rénovée, lav.-vaiss., entrée lav./séch. 5505. 273-7464.

PLACE VERSAILLES
Grand 2 1/2, 3 1/2, 4 1/2, chauffé, air chaud, stat., source, piscine ext. Face aux écoles, chalets, près métro. 363-1900.

PLATEAU, rue Bert, 3 ch. fermées, entrée lav./séch., mur brique, entrée 2 pas métro Mt-Royal. 598-5708.

PREMIER CENTRE-VILLE 1 MOIS GRATUIT
Beaux logements: 3 1/2-3505, 4 1/2-4405, 5 1/2-4605, stat. ext. gratuit. Prés métro. 939-3626, 937-6215.

QUARTIER VILLERAY, 5 1/2, rén., rez-de-ch., cour, entrée lav./séch., métro, libre imm. 5255. 273-4102 (sem. 9h-16h).

ST-LAMBERT, R.d.c., 5 1/2 rénové, jardin, stat. Libre imm. 466-7991.

STUDIO-LOFT 12 x 40, rénové, 2 pcs fermés + 1 gr. pce, aménagement à neuf. Disponibilité 12 à 18 mois, à partir du 1er déc. ou 1er jan. 93. 3 200 \$/mois, non-chauffé. 738-4712, 738-6533.

VIEUX-LONGUEUIL, rue St-Charles grand 4 1/2, semi-meublé, lav.-vaisselle, alarme, intercom, électricité. Prés centre d'achat, métro et autobus. Libre novembre. 679-3655.

VIEUX-MTL, Place Royale, très clair, 2 c.c., 2 s/bains, foyer, jardin, garage, 12005, me. gratuit. Libre 286-6178.

VILLE ST-LAURENT, Thompson, 3 1/2, équipé, chauffé. 333-1402.

164 Condominiums à louer

ILE DES SOEURS, 3 c.c., 2 s/bains, électricité, garage, terrasse, feu, soleil, piscine, tennis, réception. 514-245-3559.

ILE DES SOEURS, bord du fleuve, 2 étages, 3 c.c., 2 1/2 s/bains, patio, garage, 14205 chauffé. 737-0447, 430-2649.

ST-ANDRÉ condo, grand 5 1/2, foyer, B. 2000, 6255. 418-479-2136 soir.

165 Propriétés à louer

VILLE MONT-ROYAL Maison luxueuse, meublée ou non, 13 pces, aménagement à neuf. Disponibilité 12 à 18 mois, à partir du 1er déc. ou 1er jan. 93. 3 200 \$/mois, non-chauffé. 738-4712, 738-6533.

170 Hors-frontières à louer

PARIS BANLIEUE OUEST, VILLENNES, ST-GERMAIN
20 min. de centre, métro, RER, app. lumineux, meublé, 2 chambres, à louer 1 an. René 932-1630.

175 Maisons de campagne à louer

CHERTSEY, 3 c.c., belle, propre, compl. équipée. Saison 1-882-4279, 727-6617.

176 Chalets à louer

FREUGHSBURG Grand sic chalet, chauffé, 3 200\$/saison. 1-514-298-5137, soir.

LAC DES SABLES (STE-AGATHE)
Luxueux 6 pièces, foyer, tout équipé, gr. terrain paysager. Sem/mois. 258-0179.

MAISON DE LUXE à louer pour saison de ski 1992-1993, sur site Rochers Boisés à Ste-Agathe, meubles style contemporain 6000\$ pour 5 mois 7000\$ pour 7 mois.

POUR INFORMATIONS
842-8908, 819-322-7075.

ORFORD SUR LAC, Chalet 3 c.c., tout meublé. Foyer. Tranquillité. 10 min. Mt-Orford. Du 28 nov. au 10 avr. (514) 484-6204.

STE-AGATHE NORD, sur presque île privée, chalet hivernal, toutes commodités, 4 c.c., foyer, idéal pour ski et ski de fond, déc. à mai. 382-2503, 819-322-3326.

180 A partager

DORVAL
Grand 6 1/2 moderne, tous les équipements, cour. 633-0802.

186 Maisons de repos, retraite

AU PLATEAU Mont-Royal. Retraité-e, vous méritez du confort moral et physique, activités, bonne nourriture. Nouvelle administration. 1 mois gratuit. 527-1122.

FOYER pour personne autonome, semi-autonomie, chambre privée ou pour couple, surveillance 24h, L.D.R. 681-3354.

GRUPE NOUVELLE TENDRESSE
Offre aux personnes âgées autonomes ou semi-autonomes: luxe et tendresse, logement spacieux, s de bain individuelle, repas gastronomiques, soins médicaux, nombreux services, tout compris: promotion 180\$ mensuel durant 4 mois. Ensuite 750\$. Aucune augmentation annuelle de loyer. Faut voir. Résidents actuels notre meilleure référence. Place Primevère, 50 minutes Montréal. 84 unités.

1-800-561-3050

201 Propriétés commerciales

RUE BERNARD, Clos St-Bernard, bureau prestigieux, ascenseur privé, 5800 pica, amélioration locative existante. Aucune offre raisonnable refusée. A partir du 1er nov. 948-0339. M. Elmer.

DÉCÈS

LAROCHELLE-GIRALDEAU (Renée)

DES IDÉES, DES ÉVÉNEMENTS

La perestroïka américaine

L'élection de Clinton démontre que les Américains ont perdu foi dans le laisser faire économique et surmonté leur peur de l'intervention de l'État

François Zdanowicz

Étudiant aux HEC

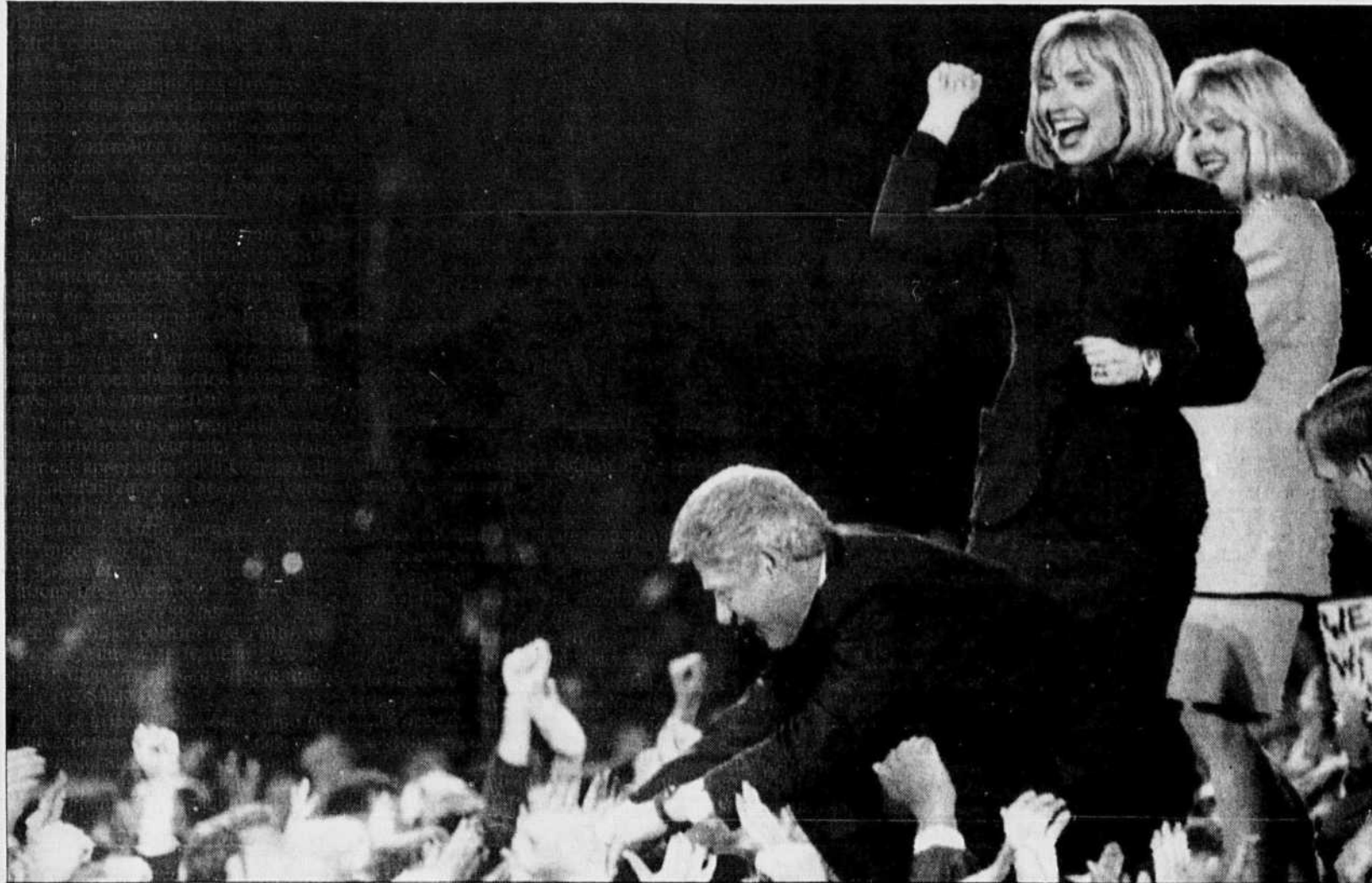
L'ARRIVÉE de Bill Clinton à la Maison-Blanche marque peut-être plus qu'on ne le croit un tournant sans précédent dans l'histoire des États-Unis. Pour la première fois de ce siècle, les Américains vont se retrouver tout seuls sur le ring. Ou plutôt avec eux-mêmes comme seuls adversaires. Ayant vaincu (y compris par défaut, parfois) tous leurs ennemis extérieurs, les États-Unis vont bientôt avoir à livrer un nouveau combat dont ils ne sont pas assurés de sortir gagnants : celui de se redéfinir en tant que nation.

Car le rejet de l'équipe de George Bush ne signifie pas qu'une simple répudiation d'un chef d'État contesté par ses électeurs mécontents en temps de crise. Le choix de Bill Clinton et de son programme économique « révolutionnaire » démontre bien plus : que les Américains ont perdu foi en les *good old ways* du laisser-faire économique, au point de surmonter leurs peurs typiquement yankee des taxes et de l'intervention de l'État dans l'économie, éléments si longtemps considérés comme « anti-américains ». C'est comme si les Américains se décidaient enfin à passer de l'autre côté du miroir pour essayer un peu ce que leurs pères auraient considéré avec une sorte de comme des idées de commies.

Bien sûr, le programme démocrate, version Clinton & Gore, ne présente rien de véritablement « socialiste », ou même de social-démocrate. Mais même recentré et débarrassé des oripeaux de gauche, il représente tout de même quelque chose d'économiquement nouveau, bien éloigné des recettes libérales et néo-libérales des administrations précédentes. Du jamais vu depuis le *New Deal* de Roosevelt.

Oui, une révolution, donc. Car la vague de fond qui a poussé Clinton et son équipe au pouvoir exige cette fois des changements profonds, touchant à bien des égards à la base même de ce qui constitue l'identité américaine telle que nous la connaissons (la primauté de l'entreprise libre, la non-ingérence de l'État, etc.). Changements en fait du même type que ceux qui ont secoué, à bien plus grande échelle toutefois, l'Union soviétique. Et changements tout aussi lourds de conséquences.

Comme la perestroïka de Gorbatchev — poursuivie depuis par Eltsine — les réformes proposées par l'équipe Clinton pourraient en effet se



Bill Clinton se penche sur ses électeurs.

PHOTO AP

heurter à des difficultés insurmontables, ne serait-ce que parce que les nouveaux maîtres de Washington sont acculés au mur par une crise intérieure sans précédent dans l'histoire de leur pays, crise fort comparable, toutes proportions gardées, à celle à laquelle doivent faire face les apprentis-sorciers du Kremlin. Ralentissement économique, appauvrissement de la société sont le lot actuel des deux ex-rivaux. Problèmes ethniques, aussi.

Chiens de faïence

Mais surtout, le principal dénominateur commun des deux pays, c'est la difficulté de sortir du moule idéologique dans lequel chacun des deux Grands de l'après-Yalta s'est laissé enfermer. Confortés dans leur toute-puissance par leur victoire commune sur le fascisme, les États-Unis et l'URSS se sont regardés pendant quarante ans en chiens de faïence. Chacun s'est défini plus ou moins

étroitement comme l'antithèse de l'autre, tout en épuisant les ressources à faire la police dans sa sphère d'influence respective. La course aux armements se doublait, paradoxalement, d'une baisse continue de l'importance réelle des deux super-grands dans les affaires du monde. L'URSS fut la première à craquer.

Il est apparu dès lors de plus en plus clair, du moins dans le domaine économique, que les deux ex-grands avaient bâti le mythe de leur grandeur idéologique sur de grandes illusions.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis étaient en possession de la plus grande part des réserves mondiales d'or qu'aucune nation n'ait jamais eue entre ses mains. L'économie américaine tournait à fond de train tant que l'Asie et l'Europe étaient en ruine et manquaient de tout. Mais cet âge d'or n'a pas duré plus longtemps que la reconstruction des éco-

nomies des « amis » de l'Amérique. Aujourd'hui, surprise, l'Amérique a vieilli, et sa suprématie comme modèle économique est de plus en plus remise en question par des nouveaux venus plus performants, en Europe comme en Asie.

L'URSS, elle, a pu retarder de quelques décennies l'échéance fatale à laquelle allait mener son économie disfonctionnelle, grâce à l'apport technologique des « pays frères » qu'elle pillait sans vergogne. Question de se redonner un second souffle, après avoir épuisé les forces vives de la Russie dans les années 30.

Il est aujourd'hui plus que normal et légitime que les hommes appelés à opérer des révisions idéologiques déchirantes soient les héritiers directs de ceux qui, dans les années 60, avaient tenté justement de s'écarter de leurs dogmes rigides pour essayer de se comprendre, voire même s'apprécier mutuellement. Les carrières de Gorbatchev et de Eltsine ont

commencé sous le signe de la « coexistence pacifique » de Nikita Khrouchtchev, qui a osé dénoncé les crimes de Staline, avant d'être stoppé par l'appareil militaro-industriel, ce chien de garde du communisme orthodoxe qu'il voulait museler.

Produit de la New Society

Bill Clinton, lui, est un produit typique de la *New Society* de John F. Kennedy, qu'il semble vouloir parachever (comme l'indique par exemple son plan de gratuité des soins médicaux). Avec ceux de sa génération, il a partagé les doutes sur les moyens ou même le bien-fondé de la croisade anti-communiste mondiale menée par son pays, au Vietnam, notamment. Albert Gore, le bras droit de Clinton aux tendances écolo, évoque, quant à lui, la mémoire d'un autre démocrate du « Vieux Sud », Jimmy Carter, dont la politique

étrangère moins manichéenne que celle de ses prédécesseurs annonçait déjà le besoin de changements à venir.

Même si la tâche de repositionnement idéologique des Clinton, Yeltsine et Co. est politiquement moins impensable que celle de leurs mentors des années 60, elle n'en est pas moins titanesque, voire peut-être irréalisable sur le plan technique. La guerre froide a hypothéqué pour longtemps l'avenir des deux ex-grands : avant de passer la main, les *Cold Warriors* des deux camps auront laissé derrière eux, entre autres cadeaux empoisonnés, une machine de guerre démesurée, dont l'importance économique et sociale sera difficile à résorber, tant aux États-Unis qu'en Russie. Il suffit, pour s'en rendre compte, de voir les complaisances de Boris Eltsine envers ses généraux sur les questions balte ou moldave. Ou encore les hausses de dépenses militaires pré-électorales de George Bush.

Quant aux réformes économiques elles-mêmes, leur succès est rien moins qu'assuré. En Russie, la grogne monte à l'endroit de l'équipe Eltsine, et certains n'hésitent pas à parler de fiasco, tant les effets bénéfiques de la privatisation de l'économie se font attendre.

À ce jour, le chaos et la corruption sont presque les seuls effets visibles. Et si Clinton veut réellement répondre aux revendications sociales des Américains, il pourrait bien voir le déficit déjà colossal des États-Unis dépasser le seuil critique des 340 milliards \$, au risque de faire chuter le dollar, déjà fort surévalué (il y a aujourd'hui plus de dollars américains en circulation dans le monde, légalement ou non, qu'aux États-Unis !). Nous ne sommes plus en 1933, et Clinton n'a pas la marge de manœuvre dont disposait Roosevelt.

Comme sa jumelle russe, la perestroïka américaine est inévitable. Toute alternative signifierait le retour à l'immobilisme façon Bush, fort dépensier du reste, et au risque de plus grands désordres sociaux, comme les émeutes de mai dernier l'ont prouvé. Mais il serait faux d'assimiler un « nouveau cours » américain au déclin général de l'Amérique comme puissance mondiale. Au contraire, le fait d'expérimenter de nouvelles recettes, y compris parfois étrangères aux traditions des États-Unis, de devenir plus pragmatique dans sa façon de se gouverner peut-être au contraire renforcer l'Amérique, en la rendant moins vulnérable à ses propres faiblesses, surtout intérieures.

La conversion vietnamienne

1- Paria réhabilité, le Vietnam s'est engagé sur le sentier périlleux du socialisme de marché; le Canada a flairé l'occasion

François Fortier

Université York

PAYS OUBLIÉ, victime de sa victoire, le Vietnam reste pour beaucoup la patrie des *boat people*. Plusieurs le considèrent, avec Cuba, comme le dernier bastion du léninisme. Ce pays cherche néanmoins à restructurer son économie et, quoi qu'en disent ses détracteurs, le régime se libéralise depuis 1988. Sur la scène internationale, il ressort aujourd'hui de la caste des parias.

Le Vietnam part de loin. Il a l'un des plus bas revenus par habitant au monde (200 \$ par année). Sa population croît rapidement et atteint déjà 70 millions d'habitants. Avec l'éclatement de l'Union soviétique, le Vietnam a perdu son principal partenaire économique.

Ce pays veut à tout prix relancer sa croissance. Déjà, il s'est éloigné du socialisme d'État. Il pourrait s'offrir, corps et âme, au capitalisme pur et dur, comme l'on fait d'autres pays socialistes. Mais le Vietnam peut s'épargner le tragique destin du capitalisme dépendant. Hors de l'intégrisme des grands dogmes économiques, communiste ou libéral, le pays se retrouve sur le sentier peu battu et assurément périlleux de la gestion d'une économie mixte, d'une forme ou d'une autre de socialisme de marché.

Si la croissance économique est nécessaire, et somme toute bien engagée, la question du développement se pose toujours : le pays parviendra-t-il à croître sans laissés pour compte, sans ravager son environnement, et sans la tutelle du Parti ou de l'argent ? Au sein du gouvernement vietnamien, il ne semble pas y avoir une vision précise du modèle de développement à adopter. Il s'agit plutôt d'une approche empirique

d'essais, d'erreurs, puis de rajustements.

Mettre fin à la crise

Bien avant la *perestroïka* soviétique, le gouvernement vietnamien a reconnu les obstacles posés par certains de ses politiques. Dès 1980, des ajustements ont cherché à stimuler la production agricole par le biais d'incitatifs matériels. Au Congrès du Parti communiste de 1986, le Vietnam a résolument pris le virage des réformes économiques. Depuis, le contrôle des prix et la subvention de plusieurs produits furent abandonnés, le commerce fut privatisé, la production et la commercialisation agricoles furent très largement libéralisées.

Pour relancer son économie, et surtout rajeunir son infrastructure, le Vietnam cherche à importer des biens de production — de la machinerie, de l'équipement de transport, certaines technologies, etc. Dans cette logique, il lui faut désormais exporter pour obtenir les devises nécessaires à l'importation.

Pour développer ses industries d'exportation, le Vietnam fit très largement appel au capital étranger. Il le fait d'ailleurs de façon peu commune pour un État socialiste. La nouvelle loi sur l'investissement étranger permet jusqu'à 100 % de propriété étrangère, et offre des conditions très favorables aux investisseurs. Depuis février dernier, le gouvernement a commencé l'établissement d'une zone franchée d'exportation dans la région de Hochiminh-ville (ex-Saïgon).

Il y a à Hanoi, au sein même du gouvernement et du parti, des voix très favorables à l'investissement par des entreprises multinationales. Un économiste lié au gouvernement



PHOTO PC

Une bicyclette neuve coûtait, il y a trois ans, six mois de salaire à un fonctionnaire vietnamien.

déclarait que « la seule chose que nous retenons de l'expérience des autres pays de la région, ce sont les conditions qu'ils offrent aux investisseurs, de façon à ce que nous puissions offrir davantage. Nous voulons offrir plus de profits, plus de marge de manœuvre, de façon à attirer le plus possible leurs investissements. » La Corée du Sud, ajoute-t-il, est pour le Vietnam l'exemple à suivre.

Face aux sources étrangères de capitaux, le Vietnam a longtemps

souffert de l'embargo imposé par les États-Unis. D'autre part, l'embargo empêche les entreprises américaines de concurrencer les investisseurs et commerçants de plusieurs autres pays, notamment dans le secteur pétrolier. Le capital japonais est particulièrement présent (900 millions \$ d'échanges commerciaux en 1990), mais il y a aussi des intérêts européens (notamment français et italiens), canadiens, ainsi que de plusieurs pays d'Asie, dont Singapour et la Thaïlande. L'embargo américain

est donc de plus en plus perméable, quels que soient les motifs de la Maison-Blanche pour en prolonger la portée.

Le Canada, le Québec et le Vietnam

Les échanges commerciaux entre le Canada et le Vietnam sont encore limités. Le Canada importait pour près de 15 millions \$ (notamment des produits textiles et de la pêche), et exportait pour 7,5 millions \$ (surtout de l'équipement industriel et des produits pharmaceutiques). Néanmoins, Ottawa et le secteur privé canadien ne veulent pas rater la manne vietnamienne. Le ministère des Affaires extérieures ouvrirait l'été dernier une représentation diplomatique à Hanoi. Ce n'est pas une ambassade mais, selon le diplomate en poste, Marius Grinius, c'est une présence importante pour « défendre les intérêts du Canada » au Vietnam, alors que plusieurs occasions d'affaires s'y développent.

En mars 1990, Ottawa rendait le Vietnam de nouveau admissible à l'aide officielle au développement. L'assistance économique du gouvernement canadien se concentre sur la coopération industrielle, en aidant des compagnies canadiennes à investir en partenariats (*joint ventures*) avec des entreprises vietnamiennes. À l'heure actuelle, 16 ou 17 projets sont en marche, dont un tiers dans le domaine des services professionnels, et le reste dans celui des investissements, surtout dans l'industrie pétrolière, les transports et les finances.

Le gouvernement québécois, pour sa part, semble impatient d'établir des liens commerciaux et institutionnels avec le Vietnam. Le ministre des Affaires internationales, John

Ciaccia, s'est rendu au Vietnam en janvier dernier, accompagné d'une large délégation du secteur privé. Le ministère veut favoriser la coopération dans les secteurs de l'hydro-électricité, des télécommunications, des transports, de la santé et des finances. C'est notamment le cas de la Société de développement international Desjardins, qui participe à la restructuration du mouvement coopératif financier et agricole du Vietnam et qui a conclu des ententes sur des structures financières liant le Québec et le Vietnam.

L'ambassade canadienne de Bangkok gère un fonds annuel de 200 000 \$ pour l'assistance à de petits projets de développement. Mais l'effort gouvernemental d'aide au développement ne va guère plus loin. Plusieurs intervenants dans le secteur de la coopération internationale se demandent si le gouvernement canadien ne voit pas le Vietnam strictement en termes commerciaux et financiers, plutôt que d'y reconnaître les besoins d'assistance au développement.

Tout comme Washington, Ottawa lie le développement des relations bilatérales avec le Vietnam à l'évolution du processus de paix au Cambodge, ainsi qu'au respect des droits de la personne par le gouvernement vietnamien. Il réclame notamment la libération de tous les prisonniers politiques.

Pour beaucoup d'observateurs, cette posture diplomatique manque de sincérité. Les prisonniers politiques et le mépris des droits humains n'empêchent pas le Canada d'avoir d'excellents rapports officiels et commerciaux avec l'Indonésie, les Philippines, la Corée du Sud, Taïwan, ou la Chine, pour ne nommer que ces quelques exemples.

L'équipe du DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes : à l'information générale et métropolitaine : Claude Beauregard, Sylvain Blanchard, Paul Cauchon, Pierre Cayouette, Jean Chartier, Louis-Gilles Francoeur, Jean-Denis Lamoureux, Louis-Guy L'Heureux, Caroline Montpetit, Bernard Morrier, Isabelle Paré, Laurent Soumis, Guy Taillefer, Danny Year, Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle : Michel Bélaïr (responsable), Yves D'Avignon, Paule Des Rivières, Marie Laurier, Robert Lévesque, Collie Tremblay (Le Pliant des livres); à l'information économique : Gérard Bérubé (responsable), Robert Dufresne, Catherine Leconte, Jean-Pierre Legault, Serge Truffaut, Claude Turcotte; à l'information internationale : Jocelyn Coulon (responsable), François Brousseau (éditorialiste), Sylviane Tramiel, Clément Trudel; à l'information politique : Josée Boileau, Jean Dion, Pierre O'Neill, Gilles Lesage (correspondant parlementaire et éditorialiste à Québec), Michel Venne (correspondant parlementaire à Québec), Chantal Hébert (correspondante parlementaire à Ottawa); à l'information sportive : Roland-Yves Carignan; Suzanne Marchand (adjointe à la direction), Marie-Josée Hudon, Jean Sébastien (commis et techniciens), Danielle Cantara, Thérèse Champagne, Monique Isabelle, Christiane Vaillancourt (clavistes), Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction), Isabelle Baril (secrétaire à la direction), LA DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Marion Scott, Sylvie Scott, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa), LA PUBLICITÉ Lise Millette (directrice), Jacqueline Avril, Francine Gingras, Johanne Guibeau, Lucie Lacroix, Christiane Legault, Lise Major (publicitaires); Marie-France

Turgeon, Micheline Turgeon (maquettistes); Johanne Brunet (secrétaire), L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (coordonnatrice des services comptables); Florine Cormier, Céline Furoy, Jean-Guy Lacas, Marie-France Légaré, Raymond Matte, Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross, Linda Thériault (secrétaire à l'administration), Raymonde Guay (responsable du financement privé), LE MARKETING ET SERVICE À LA CLIENTÈLE Christianne Benjamin (directrice), Monique Corbell (adjointe), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Olivier Zuida, Rachel Leclerc-Verne, Jean-Marc Ste-Marie (superviseur aux promotions des abonnements), Louise Paquette, Nathalie Thabet, LES ANNONCES CLASSÉES ET LES AVIS PUBLICS Yves Williams (superviseur), Manon Blanchette, Serge César, Dominique Charbonnier, Marlène Côté, Françoise Coulombe, Josée Lapointe, Sylvie Laporte, Jean Laurin, Pierrette Rousseau, Micheline Ruelland, Olivier Spéciale. LE DEVOIR est publié par l'imprimerie Populaire Limitée, société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé au numéro 211, rue du Saint-Laurent, Montréal, H2Y 1X1. Il est composé et imprimé par Imprimerie Dumont, 7743 rue Bourdeau, une division de Imprimeries Quebecor Inc., 612 ouest rue Saint-Jacques, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans LE DEVOIR. LE DEVOIR est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., située au 775, boul. Lebeau, St-Laurent. Envoi de publication : Enregistrement no 0858. Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec. Téléphone général (514) 844-3361. Abonnements : (514) 844-5738. LE DEVOIR (USPS : 003708) is published daily by L'imprimerie Populaire, Limitée, 211 rue St-Sacrement, Montréal, Québec H2Y 1X1. Subscription rate per year is \$ 439.00 USD. Second Class Postage paid at Champlain, N.Y. US POSTMASTER : send address changes to : Insa, P.O. Box 1518, Champlain, N.Y. 12919-1518.